

blée constituante qui serait chargée de jeter les bases de la nouvelle constitution comme ce fut le cas en Namibie. Nous utiliserions ainsi des moyens démocratiques pour réaliser la démocratie. Et nous légitimerions de telles négociations aux yeux de notre peuple dans la mesure où il aurait choisi les représentants de cette assemblée dont la mission serait de rédiger les lois fondamentales du pays. Nous sommes aussi résolus à ce que la liberté politique dont nous parlons aille de pair avec la disparition des fléaux que sont la faim, la pauvreté et la souffrance.

• (1150)

Il est donc essentiel que nous restructurions l'économie sud-africaine de manière à ce que tous, blancs et noirs, se partagent sa richesse et à ce que le niveau de vie de tout le monde soit convenable et en voie d'amélioration.

Nous ne voulons appauvrir personne ni redistribuer la pauvreté. Mais il est évident que la nouvelle société démocratique devra trouver de toute urgence une solution au dénuement de millions de nos concitoyens.

Il est aussi clair que les questions ne peuvent s'aborder convenablement que dans un contexte où l'économie est en expansion et produit plus de richesse plus rapidement que ne s'accroît la population. Il est important de signaler, à cet égard, qu'une fois opérée la transformation démocratique, nous aurons besoin de votre aide pour atteindre les résultats économiques.

Nous croyons que nous pouvons et devons renforcer les liens d'amitié et de solidarité que nous avons formés, qui semblent être à la source de la lutte constante contre l'apartheid, afin de constituer une association pour la reconstruction tant de notre pays que de notre région dévastés par le régime d'apartheid.

L'Afrique du Sud possède les ressources humaines et matérielles qui se combineront pour donner un bel avenir à des millions de personnes et rendront profitable et utile pour le reste du monde un régime de coopération mutuellement avantageux.

Pendant de nombreuses décennies, l'ANC a cherché une solution pacifique aux problèmes qui assaillent notre pays. Depuis 1986, nous redoublons d'efforts afin de convaincre le gouvernement sud-africain d'engager des négociations avec nous. Nous considérons comme une victoire pour tous les Sud-Africains la rencontre que nous avons eue avec le gouvernement à Cape Town au début du mois dernier. Comme vous le savez, nous avons consenti à supprimer les obstacles aux négociations que l'ANC avait déterminés. Nous sommes décidés à voir cet accord mis en oeuvre et nous croyons que le gouvernement est dans les mêmes dispositions.

Il n'est que juste de signaler à cette auguste assemblée que le président de Klerk et ses collègues à la direction du Parti national nous apparaissent comme des hommes et des femmes intègres. Nous estimons être honnêtement engagés à prendre part à ce processus pacifique qui devrait aboutir à une profonde transformation politique de notre pays.

Le fait que nous avons accepté d'écarter les obstacles aux négociations a aussi eu pour effet de démontrer la bonne foi de la direction de Klerk. Les progrès accomplis, y compris la levée de l'interdit qui frappait l'ANC et d'autres organismes, la libération de quelques prisonniers politiques et la levée de l'état d'urgence dans la plus grande partie du pays, ne doivent toutefois pas nous amener à conclure que le régime d'apartheid est révolu. Ils ne doivent pas nous porter à croire qu'il s'est produit un changement fondamental et irréversible qui conduira à l'émancipation de notre peuple.

En fait, le régime de l'apartheid reste en place. Les instruments de répression de l'État, les forces policières en particulier, continuent de tuer et de mutiler les opposants au régime. Pour défendre l'ordre public dans le régime d'apartheid, bon nombre de nos concitoyens blancs sont armés et se forment en groupes de commando dont le but avoué est de liquider physiquement les dirigeants et les membres de l'ANC. Ils se font aider de groupes de justiciers noirs, également armés, qui sont prêts et empressés à servir les blancs dont ils sont à la solde. Il y a donc encore un combat qui nous attend.

La situation exige que vous et nous ne relâchions pas notre vigilance. Dans ce combat à poursuivre, nous devons veiller à ce que le mouvement vers l'abolition définitive de l'apartheid continue sans interruption. C'est dans